

L'IMPORTANTE CONTRIBUTION D'YVES LACOSTE A LA SYMPTOMATOLOGIE ET A L'ETIOLOGIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Raymond LAFFARGUE *

Yves Lacoste a écrit il y a près de dix ans un petit livre « **Les pays sous développés** » (1) qui est vite devenu un classique remarquable par sa concision et sa clarté. « **Géographie du sous-développement** » (2) reprend et précise les descriptions et hypothèses des « **Pays sous-développés** ». Il faut revenir à cet ouvrage fondamental. La présente analyse lui est essentiellement consacrée.

Plus récemment, dans son remarquable « **Ibn Khaldoun** » (3), Y. Lacoste traite en même temps, de la naissance de l'histoire dont il crédite le génial maghrebin, et des causes lointaines et profondes du sous-développement ; c'est à dire de cette sclérose des structures sociales et politiques déjà perceptible en Afrique du Nord au 14ème siècle. La colonisation en sera la conséquence quelques siècles plus tard. En l'absence d'un développement économique suffisant il suffira alors pour que le sous-développement apparaisse qu'un progrès sanitaire relatif et récent, rompant l'équilibre entre une natalité et une mortalité très élevées l'une et l'autre, vienne déclencher le déferlement de la démographie.

Le propos d'« **Ibn Khaldoun** » est particulier, puisqu'il intéresse le seul maghreb dont Y. Lacoste est un spécialiste particulièrement qualifié ; et général, parce que l'auteur essaie de fonder en théorie son hypothèse sur l'origine première du sous-développement, la rattachant au « mode de production asiatique » ou plutôt à la « démocratie militaire » ce pseudo mode de production qui caractérisa le Maghreb et aussi les anciens et prestigieux empires africains : Ghana, Mali, Songhai.

La perspective de « **Géographie du sous-développement** » est plus différentielle car le sous-développement est un phénomène géographique, et plus abstraite, puisque c'est le concept central de sous-développement qui est visé.

* Assistant à la Faculté de Droit d'Alger.

(1) Paris, P.U.F. collection Que Sais-Je ? 1959, 127 pages.

(2) Paris, P.U.F., collection Magellan, 1965, 285 pages.

(3) **Ibn Khaldoun, naissance de l'histoire, passé du tiers monde**, Paris, Maspero, 1966, 267 pages.

Combinaison complexe d'éléments dont les uns sont très anciens et les autres contemporains, la situation de sous développement est spécifique et récente. Il y a une vingtaine d'années elle n'était pratiquement pas reconnue.

Les premiers travaux importants ne remontent qu'aux années cinquante. Depuis le tiers monde a suscité une masse de publications aussi nombreuses que généralement peu satisfaisantes ; c'est dire l'utilité de l'ouvrage, de référence que constitue désormais « Géographie du sous-développement ».

Synthèse sous l'angle de l'analyse économique et sociale ; Elle doit davantage aux grands économistes, spécialistes du Tiers monde, Myrdal, Frankel, Nurske, Kusnets, Sauvy, Dumont, Gendarme, Perroux, qu'aux fameux « experts » Galbraith et Rostow.

Mais si l'analyse du substrat économique (4) est amplement informée, remarquable par sa rigueur et son pessimisme, les développements socio-politiques paraissent quelque peu hors du propos de l'auteur, plus flous et moins solides. C'est pourtant à ce niveau qu'il situe l'issue possible, le raccourci nécessaire ; car la solution est pour lui politique : la révolution est seule susceptible de briser des minorités dirigeantes dont les pouvoirs et les prélèvements excessifs constitueraient l'obstacle majeur au développement.

Or, la puissance et la richesse de ces minorités semblent la plupart du temps exagérées, et trop moralisateur le jugement sévère qui leur est porté. Risquée aussi l'idée que soit possible une politique radicalement différente de celles qui est actuellement menée dans la majorité des pays du tiers monde. Comme si les élites en place, de plus en plus souvent mixtes de néo-bourgeoisie de l'appareil d'Etat et d'officiers des armées nationales (5), n'étaient pas les seules possibles et comme si les structures sociales recelaient dans une perspective prévisible des élites de substitution. Que penser alors de la modification politique fondamentale posée comme préalable volontariste, sous-évaluant des déterminismes économiques, sociaux, politiques, qui laissent peu de place aux cheminements de la liberté, ou débouchent en tous cas sur des futurs imprévisibles ou inédits.

(4) Œuvre d'un géographe, cette synthèse paraît cependant ne pas faire assez leur part à d'incontestables déterminismes géographiques qui pèsent toujours sur le tiers monde. Un ouvrage récent vient d'en rappeler le poids : P. Lavigne ; *Climat et société*, cahier de l'institut d'études politiques de Strasbourg ; Paris, Dalloz, 1966, 90 pages.

(5) Ne faudrait-il pas aussi, comme l'y invite A. Meister, cesser d'envisager les coups d'Etat et les pouvoirs militaires, en Afrique, en termes de « Progressistes » ou de « Réactionnaires » ?

Alors qu'on a si souvent reproché aux marxistes un déterminisme économique unilatéral et rigide, nous avons ici le sentiment d'une surestimation du politique, et d'un glissement de l'analyse politique au jugement moral, inopérant par définition (6).

Surestimation du politique d'autant moins propre à fonder l'espoir de quelque solution, que c'est à des développements économiques que l'auteur s'est surtout consacré, et qu'il ne s'est pas attaché, comme Raymond Aron, par exemple, dans ses trois études sur la société industrielle, (7) à articuler soigneusement les paliers économico-social et socio-politique.

Paradoxe, donc, de la juxtaposition d'analyses et de diagnostics économiques rigoureux, rejoignant souvent ceux de René Dumont, d'une étiologie élaborée dans la fréquentation intime d'Ibn Khaldoun et du Maghreb médiéval où ce sont au contraire les phénomènes sociaux et politiques qui sont mis en avant ; et d'une insuffisante attention, enfin, apportée à ces mêmes phénomènes sociaux et politiques du tiers monde d'aujourd'hui, se traduisant en particulier par le maniement incertain des concepts de « structure sociale » et de « classe sociale », qui doivent pour conserver leur utilité, être employés dans un sens limité et précis (8).

Et comment le pouvoir procède-t-il de la structure économico-sociale ? s'agit-il généralement, d'un système, classe contre classe ; ou plutôt d'une opposition masse élite, recoupant en gros le clivage ville-campagne ? (9).

Il faudrait renvoyer ici ;

— aux analyses totalisantes de G. Balandier, des problèmes du pouvoir en Afrique, considéré comme caractéristique de la société toute entière ; à celle de Maxime Rodinson et d'Anouar Abd El Malek (10) ;

(6) Curieusement c'est un inconvénient analogue qu'Y. Lacoste s'emploie, de façon peu convaincante, à dissimuler et à maquiller en diagnostic politique chez Ibn Khaldoun.

Un raisonnement du même ordre peut s'appliquer aux imprécations de F. Fanon, à propos des « fausses bourgeoisies parasitaires » du tiers-monde.

(7) Dix-huit leçons sur la société industrielle, 1962, 376 p. ; La lutte des classes, 1964, 377 p. *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, Coll. Idées, 374 p.

(8) G. Gurvitch : « Le concept de structure sociale », *cahiers internationaux de sociologie*, n° 2-1955 ; Le concept de classe sociale « Vocation actuelle de la sociologie » tome I, 3ème édition 1963, p. 35/402.

(9) Lire par exemple l'analyse de la structure sociale en Algérie présentée par Andrée Michel au congrès des sociologues de langue française, à Québec en 1965 : (*Cahiers internationaux de sociologie*, Vol 38 1966 Tome I).

(10) Maxime Rodinson : *Islam et Capitalisme*, ; Le Seuil, 1965 ; Anouar Abdel el Malek : *Egypte, société militaire* ; Le seuil, 1965.

— aux remarques de P. Bourdieu, (11) sur une politisation plus apparente et verbale que véritable et consciente : « la conscience politique affective est en avance sur la conscience politique rationnelle ». Les masses paysannes et le sous prolétariat de villes ne sont pas de vraies forces révolutionnaires parce qu'elles sont davantage « livrées au ressentiment incohérent qu'animées par une conscience révolutionnaire » ;

— enfin, à l'ouvrage récent d'A. Meister sur l'Afrique orientale où l'analyse des structures économiques, sociales et politiques, débouche sur une conclusion pessimiste qui souligne surtout l'inachèvement des contradictions (12).

Un véritable système de classes est encore loin. Pour Yves Lacoste, au contraire « les luttes de classes, longtemps confuses et embryonnaires, auraient une netteté et un développement considérable ; au lieu d'avorter comme dans le passé, les contradictions internes présenteraient aujourd'hui dans les pays du Tiers monde, une violence sans précédent.

C'est encore faire de l'eurocentrisme. Comme le remarque l'ethnologue américain M. Herskovits, les libéraux d'Europe et d'Amérique, ont tendance à considérer indispensable l'existence d'une bourgeoisie industrielle et à déplorer son absence. Les marxistes, de leur côté, pensent comme Y. Lacoste, que la lutte des classes est le moteur de l'histoire, qui doit donc parcourir un certain nombre d'étapes précises.

Or c'est un défi à nos imaginations que lancent le présent et le futur du tiers monde qui offre à l'esprit, à très bien dit J. Duvergier, un champ d'investigation immense que les systèmes de pensée européens sont encore loin d'avoir parcouru ; et, il en appelle à des concepts irrationnels, seuls adéquats pour saisir une réalité irrationnelle.

En tous cas, impossible d'ignorer que des efforts, même exceptionnels et mêmes réussis, pour favoriser le développement économique, ne créeront pas nécessairement de meilleures conditions sociales. Le vieux spécialiste de l'Afrique qu'est R. Delavignette, remarquait déjà il y a une dizaine d'années que la planification visant un niveau de vie élevé, peut très bien être la source de nouvelles inégalités sociales, rendant illusoire les progrès qu'on croirait accomplis.

N'est-ce pas d'ailleurs à un renversement des perspectives qu'il faudrait procéder ?

Si l'on admet avec G. Myrdal, « qu'est radicalement fausse, parce que tous leurs problèmes sont différents, l'idée que la plupart des pays du tiers monde pourraient se développer selon un processus de

(11) P. Bourdieu, in, *l'Algérie de demain* ; numéro spécial de « Tiers monde » PUF 1962.

(12) Albert Meister : *l'Afrique peut elle partir ?* Le seuil, 1967.

transformation à peu près parallèle à celui des pays avancés » (13), il est douteux alors, que la structure sociale des pays sous développés répète un jour celle des sociétés occidentales, résultat d'une évolution totalement singulière ; leurs systèmes de classes et leurs luttes seront sans doute différents. Il est également peu probable que le développement du tiers monde puisse se faire sous la forme capitaliste (14).

Il en résulte que la situation des bourgeoisies nationales ne sera sans doute jamais telle qu'elles puissent être un jour conquérantes et animées de l'esprit d'entreprise. Commerçantes, à vocation d'intermédiaires, plus rachitiques finalement, que parasitaires, nocives ou anti nationales, elles ne sont pas et ne deviendront pas des bourgeoisies au sens schumpeterien du terme.

L'initiative sera publique ou ne sera pas. Elle appartiendra qu'on le veuille ou non, aux actuelles élites dirigeantes et à l'ensemble de la néo-bourgeoisie émergeant des nouveaux appareils d'Etat et des « partis-nations » ; seuls éléments qui, au sein des actuelles structures sociales, paraissent susceptibles de jouer le rôle des capitalistes au 19^e siècle. C'est dans ce sens que conclut le sociologue britannique J.B. Bottomore (15). Les fonctionnaires, particulièrement les hauts fonctionnaires, devront être au développement, ce que les entrepreneurs capitalistes furent à l'industrialisation des sociétés occidentales au 18^eme et au 19^eme siècles.

A tout cela, cependant, Y. Lacoste pourrait rétorquer que là n'était pas son propos.

La plupart des réserves que nous venons de faire ne mettent pas en cause en effet, les développements centraux de l'auteur sur l'actuelle situation du tiers monde.

De plus, aux deux extrémités de la chaîne, il faut reconnaître que tout reste à expliquer :

1°) A propos des origines lointaines du sous développement, aucune explication vraiment satisfaisante n'a encore été donnée ; et les spécialistes restent prudents ; par exemple M. Rodinson dans « **Islam et capitalisme** » et l'économiste P. Bairoch (16). Un compte rendu de son dernier ouvrage indique que « si le mécanisme de la révolution économique (démographique, industrielle et agricole) est à peu près connu, sa cause l'est beaucoup moins ; elle s'est faite très progressivement, avec de faibles taux annuels qui ont fini par se cumuler ».

(13) G. Myrdal : **Une économie internationale**, PUF, 1958, 506 p.

(14) Quelques cas particuliers mis à part, en Amérique du Sud, et en Afrique (exemple la Côte d'Ivoire).

(15) J.B. Bottomore : **Elites and society**, p. 36.

(16) P. Bairoch **Révolution industrielle et sous-développement**, Paris, Sedes, 360 p. ; **Diagnostic de l'évolution économique du tiers monde** ; Gauthier Villars, 228 p.

L'hypothèse d'Y. Lacoste est au contraire séduisante et neuve particulièrement dans « **Ibn Khaldoun** », dont l'étude et la discussion restent bien entendu ouvertes, mais que notre auteur paraît trop vouloir tirer du côté de Marx, alors qu'on pourrait aussi bien le faire pencher du côté de Pareto.

2°) Quant aux perspectives d'évolution du tiers monde, elles sont encore plus indécises ; parce que les divers déterminismes sociaux en conflit sont multiples et discontinus.

Mais nous disposerons prochainement, avec un ouvrage annoncé dans la même collection que « **Géographie du sous développement** » a si brillamment ouverte, d'autres éléments qui concerneront surtout les perspectives et les voies et moyens du développement.

Notons cependant ; que si l'exemple de la Chine inspirait à l'auteur vers 1959, un relatif optimisme, plus de mise aujourd'hui, tellement sont patentées les difficultés dans le pays du président Mao, « **Géographie du sous-développement** » indique au contraire clairement qu'aucun pays du tiers monde n'est encore sorti du monde de la pauvreté, malgré l'abolition des pouvoirs, qualifiés d'exorbitants, de la minorité privilégiée, et la substitution de rapports de production très avancés à des rapports retardataires (Chine, Cuba).

Apparaît nettement ici, une certaine inadéquation des concepts marxistes « rapports de production » et des sociétés du tiers monde, caractérisées précisément par la débilité et la précarité des activités de production.

G. Gurvith indiquait déjà en 1946 (17) que si, « dans la société bourgeoise et capitaliste, le facteur économique et technique a joué un rôle de premier plan dans tout changement, il n'est pas sûr du tout, que dans d'autres types de sociétés, les croyances magiques et religieuses le droit, le savoir, ou même la planification rationnellement voulue, (ou leur conflit) la base morphologique et spécialement démographique, etc n'ont pu, ou ne pourront pas se placer en tête de la hiérarchie des facteurs, dont uniquement la synthèse spécifique, constitue la causalité sociale ».



Pour donner une idée précise de la démarche de l'auteur il faut indiquer la progression et l'articulation des différents thèmes de l'ouvrage chacun faisant les quelques divergences d'appréciation que leur traitement peut susciter. Les cadres de référence adoptés sont : la notion de « Tiers monde » inventée par A. Sauvy et, bien avec reticence, de « Société industrielle », élaborée par R. Aron, qui indique le clivage essentiel, non pas capitalisme socialisme, mais société industrielle tiers monde.

(17) G. Gurvith : **Vocation actuelle de la sociologie et Cahiers internationaux de sociologie**, n° I 1946.

On pense ici à la réflexion désabusée de M. Rodinson, qui disait à peu près, à propos d'un ouvrage de G. Chaliand : où est la différence précise entre un « régime socialiste » et « régime capitaliste d'Etat » dans le tiers monde ? Selon la sympathie qu'il vous inspire, il sera pour vous l'un plutôt que l'autre.

La première partie de l'ouvrage analyse les principales caractéristiques du tiers monde, et conduit à la discussion et à la critique des principales définitions du sous développement. La deuxième partie est synthétique ; un premier chapitre est consacré à la recherche d'une définition objective et universelle du sous développement ; un deuxième, à l'étude de ses causes profondes et lointaines, où Y. Lacoste développe sa brillante hypothèse ; l'ouvrage se clôt par un essai de classification des pays sous développés, à propos duquel est précisé le rôle du géographe.

Pour commencer, le livre va à l'essentiel : le décalage entre les nations riches et les nations pauvres s'aggrave sans arrêt, dangereusement.

1°) En 1954, l'Europe (URSS comprise) et l'Amérique du Nord bénéficiaient de 83 % du revenu mondial, le reste du monde devant subsister avec 17 % seulement. Ce décalage, indique R. Dumont (18) « prend des proportions absolument insoutenables ; on l'estimait de un à huit entre le sud de l'Inde et l'Angleterre vers la fin du 18ème siècle ; le voici atteignant un à 60 entre l'Afrique Sahélienne et les Etats Unis ; il monterait à cent pour un avant la fin du siècle, si on laissait les choses aller » ;

2°) Le monde de la misère enférme aujourd'hui environ, les 3/4 de la population du globe, cette masse va être multipliée par 2,5 dans les quarante prochaines années. Le Mexique croît de 3 % par an, le Nord Vietnam de 3,6 (19). Il s'agit là, écrit encore R. Dumont, d'une véritable folie collective de l'humanité, témoignant d'une imprévoyance effroyable.

Débute alors, l'analyse d'un certain nombre de caractères du sous-développement, chacun à la fois cause et conséquence de plusieurs autres ; la notion finale de sous développement synthétisant un ensemble de facteurs de nature et d'âge différents.

L'insuffisance alimentaire d'abord ; elle s'aggrave. Dans une étude récente P. Bairoch montre que la production alimentaire par tête du paysan afro-asiatique aurait reculé de 20 % environ depuis 1920. En Afrique depuis 1959, la production alimentaire augmentait

(18) R. Dumont in **Economie et Humanisme** ; nov. 1966.

(19) Pour l'Algérie, le chiffre officiel du dernier recensement est de 3,2%. A ce pourcentage correspond un doublement de la population en 22 ans environ.

de 1,7 par an tandis que le croît de la population serait de 2,5. En Algérie, c'est des 1905 que les ressources alimentaires par habitant, ont commencé à reculer (20).

Les conditions naturelles : climat, pauvreté des sols, érosion, n'expliquent pas entièrement cette situation, il y a souvent mauvaise utilisation ou gaspillage du potentiel existant : latifundia en Amérique du Sud, abondance des jachères en zone tropicale, et généralement, insuffisante extension de l'irrigation et manque d'engrais.

Y. Lacoste rejoint ici R. Dumont et préconise une révolution fouragère, condition du passage à une agriculture intensive en Amérique du Sud et en Afrique. Souvent même, il n'y aurait pas vraiment déséquilibre entre les ressources et la population. C'est de faiblesse du pouvoir d'achat qu'il s'agirait, les gens sont pauvres, donc ils n'achètent pas, donc la production reste faible ; c'est un des cercles vicieux du sous-développement dont la responsabilité incombe à divers handicaps qui sont inventoriés et à divers freins sociaux, tenant à des structures sociales oppressives et paralysantes, qui sont ensuite décrites.

Le premier handicap économique et le premier paradoxe est celui d'une agriculture à bas rendement employant une toujours très forte proportion de la population active. Une très faible proportion d'agriculteurs, une production et une consommation élevées de produits alimentaires caractérisant au contraire les pays développés.

L'Algérie à laquelle l'auteur se réfère très souvent fournit un exemple caractéristique : en 1954, l'agriculture emploie 73 % de la population active, mais ne produit que 29 % du revenu national. Et encore les 3/4 de ce revenu agricole vont-ils à l'agriculture coloniale, dynamique et moderne, tournée vers l'exportation : elle produit 90 % du vin et des agrumes ; les 2/3 des cultures maraîchères. Au total, 30 % de la population disposaient de 8 % du revenu national.

A l'agriculture traditionnelle, majoritaire et à bas rendement correspond naturellement, une industrialisation réduite, tellement caractéristique du sous-développement, que s'industrialiser tend à être, dans le langage courant, le synonyme de se développer. Il ne suffit évidemment pas d'implanter des industries pour développer ; il est précisé que par développement il faut entendre l'ensemble des caractères économiques et sociaux, qui depuis le 19ème siècle, sont causes ou conséquences du développement industriel.

Bien entendu, le tiers monde ne reproduit par l'ordre de l'évolution européenne ; il aurait plutôt tendance à l'inverser. La pénétration de la civilisation industrielle, se faisant d'abord et bien davantage sous l'angle de la consommation que celui de la production.

(20) En Algérie, affirmait R. Dumont, il y a chaque jour 1000 bouches de plus à nourrir, et 100 hectares en moins du fait de l'érosion.

Un plus grand parti aurait pû être tiré de cette idée de processus inversé : il indiqua le sens de plus d'une évolution en cours dans le tiers monde. Le développement de l'instruction par exemple précède le développement économique, il n'en est pas le corollaire comme en Europe occidentale aux Etats Unis et en URSS. En Europe, rappelle A. Meister, l'industrialisation a démarré dans une ambiance d'analphabétisme. C'est encore remarquer, que l'instruction dans le tiers monde, est consommation avant d'être investissement.

De même le gonflement, souvent très rapide, des villes du tiers monde, n'a pas le même sens que dans les sociétés développées où l'industrialisation étroitement liée à la croissance des villes, en fut à la fois la cause et la conséquence. En Afrique notamment, les deux processus sont indépendants et l'urbanisation traduit d'abord la destruction accélérée et sans contrepartie des structures économiques et sociales traditionnelles. Chômage et misère installent alors, autour des cités, de vastes zones de bidonvilles. Les structures sociales de type moderne n'intègrent nullement un toujours plus large sous- prolétariat; et des symptômes de pathologie urbaine, analogues à ceux que G. Balandier décelait dans les Brazzavilles noires, sont visibles au cœur même des villes (21).

Il y a lieu de se montrer pessimiste sur les conséquences sociales de cette urbanisation.

Y. Lacoste résume très bien, en pays développé l'industrialisation est un phénomène global, diversifié, cohérent, cumulatif dont les différents éléments sont articulés. Chacun d'entre eux met en branle tout ensemble. Dans une société sous développée l'industrialisation est au contraire incomplète, intersticielle et non cumulative ; impropre à provoquer le fameux « décollage ». Souvent même, en Afrique du Nord par exemple, l'activité industrielle est inférieure depuis l'indépendance à ce qu'elle était durant la seconde guerre mondiale et les années qui l'ont immédiatement suivie ; le cas du Maroc est significatif.

Il est difficile de toujours incriminer la faiblesse de l'infrastructure et le manque de capitaux. L'infrastructure existante, non négligeable, est loin d'être utilisée à plein ; et les capitaux ne font pas toujours radicalement défaut : ils ont tendance à « s'évader », sont thésaurisés ou gaspillés dans des achats non productifs ou de prestige. A cet égard, les exhortations des moralistes et même les mesures prises par les gouvernements risquent d'être aussi inopérantes que des cautères sur jambes de bois ; car c'est toujours à l'effet et non à la cause qu'on s'en prend, cette cause est pourtant bien claire : la grande faiblesse de la propension à investir provient de l'étroitesse du marché intérieur.

(21) Pathologie urbaine due à bien d'autres causes encore, comme ce monopole masculin de la vie publique et sociale, qui donne aux villes des rives musulmanes et chrétiennes de la Méditerranée sa caractéristique atmosphère.

R. Nurske calculait il y a quelques années que 3 heures de fonctionnement d'un laminoir de taille normale, aurait suffi aux besoins du marché chilien pendant un an. De plus le commerce, les activités d'intermédiaires rapportent d'avantage à court terme. Investir dans l'industrie est aléatoire, sans compter les risques d'embardees politiques.

La pénétration de l'économie moderne dans les pays sous-développés se faisant dans une large mesure sous l'angle de la consommation, le commerce et les transports sont relativement développés. D'où une bourgeoisie d'intermédiaires et de commerçants, communément qualifiée de « parasitaire », que F. Fanon à stigmatisée en de lyriques imprécations. Ibn Khaldoun l'avait déjà fait avant lui.

L'indépendance n'a souvent fait que renforcer ces tendances. La fonction publique est la première industrie et le débouché majeur, d'où son gonflement bien connu, en même temps que celui de l'armée et de la police. Y contribuent aussi, les progrès de l'alphabétisation dans les campagnes qui continueront de peupler les services publics de multiples plantons et chaouchs ; tant que n'interviendra pas une réorientation radicale de l'enseignement primaire en dehors des villes en fonction du développement de l'agriculture.

En définitive, ce n'est pas précisément par leurs capacités particulières que les nouvelles couches moyennes du secteur public, influencent le développement économique, mais plutôt par leur relation avec la façon de vivre moderne, qui était celle des cadres de l'administration coloniale, dans les fonctions desquelles elles ont succédé. C'est la position comme consommateur bien davantage que la place dans un processus de production inopérant, qui fixe le niveau et le rôle dans la structure sociale.

Si l'on tient essentiellement à appeler « classe » cet ensemble inédit, cette vaste petite bourgeoisie du secteur public, en voie d'émergence et de consolidation, il paraît nécessaire d'en retenir comme critère l'aspiration à un niveau de consommation qui était celui des cadres de la colonisation et plus largement de l'ensemble de l'ancien secteur tertiaire colonial. L'objectif est le maintien et si possible le dépassement du niveau de vie dont bénéficiaient les « européens ». Les résultats en sont :

— la ressemblance du cadre de vie, à quelques détails près du folklore mobilier et alimentaire, et du style même de vie caractérisé par sa nullité culturelle ;

— l'aggravation de la pusillanimité et de la soumission au « qu'en dira-t-on » et au conformisme, en ce qui concerne les mœurs ;

— au plan des attitudes politiques enfin, le développement d'un relatif conservatisme, ou du moins d'un incontestable apolitisme.

Pour Y. Lacoste, par contre, l'essentiel est le caractère oppressif des structures sociales, leur état de blocage. D'abord, les inégalités sociales sont violentes, et même d'autant plus aiguës que le pays est plus pauvre, est-il péremptoirement précisé. D'où l'on pourrait

déduire, bien que l'auteur lui même ne le fasse pas, qu'il s'agirait alors bien davantage d'une structure sociale masse-élite, plutôt que d'une répartition en classes. L'exploitation dont sont victimes les populations du tiers monde, par ces minorités privilégiées est considérée comme une des causes fondamentales de la stagnation et de la misère.

L'absence ou la grande faiblesse des classes moyennes est particulièrement soulignée. L'écart serait si grand entre le revenu de la minorité privilégiée et ceux de la majorité de la population, que le passage progressif de la classe inférieure à la classe supérieure serait très difficile. Les intermédiaires seraient relativement très peu nombreux et la mobilité sociale extrêmement réduite.

L'excellent connaisseur du Maghreb qu'est Y. Lacoste nierait-il pourtant qu'à l'heure actuelle, au Maroc, en Algérie, en Tunisie et dans la plupart, des pays africains, la mobilité sociale parait au contraire considérable ? facilitée par le fait que le niveau plancher de la petite bourgeoisie est relativement bas, donc accessible avec une instruction assez élémentaire, et pour peu qu'on bénéficie d'un emploi et d'un salaire fixés. Dans les nouveaux Etats, en Afrique au sud du Sahara, l'écart masse élite est certes considérable, et la classe moyenne quasi inexistante, mais à cause de cela même, la mobilité sociale n'est-elle pas aisée et forte, au moins pour quelques années encore ? De plus cet écart masse-élite est relativement récent ; les indépendances contribuent à le créer, il est en train de se creuser actuellement ; on ne peut donc pas l'invoquer pour expliquer la situation de sous-développement qu'il n'a pas provoquée. Il y a tout lieu de penser d'ailleurs que même si le développement se produisait, il aggraverait les inégalités plutôt qu'il ne les réduirait.

Il est également difficile de suivre entièrement l'auteur, trop attaché à exonérer de toute responsabilité du maintien du sous-développement la persistance des structures sociales et mentales traditionnelles. Il écarte à juste titre les paresseuses explications « psychologiques » telle que l'invocation du soi-disant fatalisme. Mais unilatéralement, il considère toujours les structures mentales comme résultat et jamais comme cause. On lui a reproché ce déterminisme rigide et cette insuffisante attention au très grave retard des structures mentales.

Dans « **Ibn Khaldoun** », il a pourtant insisté sur le rôle décisif qu'a eu la permanence des structures et des mentalités tribales dans la longue stagnation du Maghreb et l'avortement de son histoire. Il explique très bien comment une société étant une totalité solidaire, la ruine de quelques uns seulement de ses éléments, suffit à entraîner la dislocation de l'ensemble. La seule introduction de l'économie monétaire impliquait déjà la certitude de la mort du vieil organisme. La destruction de l'équilibre démographique ancien recelait aussi la même fatalité : En Europe occidentale, au 19ème siècle, les résultats de la révolution démographique furent peu à peu résorbés par mise en place d'un nouveau système économique et social qui engloba l'ensemble de la population.

Dans le tiers monde d'aujourd'hui, la révolution démographique est plus brutale et plus ample, et aucun développement suffisant d'une société nouvelle, n'est encore venu la compenser. Il en résulte que la destruction des cadres sociaux traditionnels ne libère pas, mais « clochardise », selon l'expression de G. Tillon ; parce que, faute de pouvoir y trouver des moyen d'existence réguliers, les hommes ne peuvent pas s'intégrer à la vie moderne. La persistance des mentalités traditionnelles traduit cette impossibilité et ce naufrage mais détermine à son tour une résistance particulièrement forte de ces mentalités à la vie moderne et aux changements nécessaires.

Cette résistance implique aussi une autre grave conséquence : une société incapable de se critiquer elle même radicalement, ne pourra ni se transformer ni survivre. Trop souvent le souci des valeurs, de la « spécificité », et de « l'intégration nationale » conduisent les élites dirigeantes à éviter de mettre en cause un certain nombre de traditions-freins. Or on ne conquiert et modifie que ce que l'on a d'abord radicalement contesté. Parlant des velléités réformatrices des dirigeants Ottomans d'avant Kemal Attaturk, A. Toynbee disait déjà : « Ils avaient l'intention d'absorber juste la dose de culture occidentale nécessaire pour maintenir en vie le malade de l'Europe. Cet état d'esprit réticent fit échouer, les unes après les autres, toutes les réformes qui tendaient à occidentaliser la Turquie. Toujours trop peu, toujours trop tard, tel est le jugement que l'histoire a porté sur ces réformateurs de la vieille école » (22).

Plus récemment, G. Balandier et J. Duvignaud, ont justement souligné l'insuffisance d'un socialisme considéré seulement comme recette de développement (23). Il s'agit d'innover profondément, si les nouvelles sociétés du tiers monde ne proposent pas « des traductions inédites de la civilisation industrielle, elles ne seront pendant longtemps que de pauvres copies d'un occident néo-capitaliste ou socialiste qui aura seul gardé la capacité d'initiative ».

Il est particulièrement étonnant que Y. Lacoste ne consacre aucun développement au problème capital, central de la condition de la femme, à la nécessité de son émancipation radicale. A. Saury, commentant la décision de la Chine en 1955, d'adopter une politique de prévention des naissances, attire l'attention sur le fait, que la doctrine communiste abandonne ainsi les critiques antérieures contre le « malthusianisme » et met en évidence la nécessité d'affranchir la femme (24). Ainsi est mise en évidence la liaison étroite et trop peu

(22) Arnold Toynbee : **Le monde et l'occident**, Gonthier, 1963.

(23) Dans l'hebdomadaire « **Jeune Afrique** », 2 déc. 1963.

(24) A. Sauvy **Théorie générale de la population** : Tome I p. 254.

soulignée entre deux facteurs essentiels du sous-développement : l'inflation démographique et l'asservissement des femmes dans plus d'une société du tiers monde.

Un autre paradoxe du sous-développement est indiqué mais insuffisamment expliqué : Dans tout le tiers monde l'insistance sur le manque de cadres moyens et supérieurs et l'urgence de leur formation en masse revient, à juste titre semble-t-il, comme un leit-motiv dans les déclarations des autorités. Le sous-emploi est pourtant un phénomène généralisé et structurel, qui affecte aussi le personnel qualifié : le chômage ou le sous emploi des diplômés d'universités est classique dans toute l'Amérique du sud, et dans bien d'autres pays dont l'indépendance est relativement ancienne : Pakistan, Philippines, Ceylan, etc... L'économie et la sociologie de l'éducation s'attachent à rendre compte de ces graves et délicats problèmes. L'auteur ne manque pas de reproduire le passage souvent cité de l'académicien soviétique S. Stroumiline selon lequel l'accroissement de productivité d'un travailleur est de 12 à 16 % pour une année d'apprentissage, de 30 % pour une année d'études primaires, 79 % pour quatre années, 235 % pour 7 années ; 13 à 14 années d'études, enfin, jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur, se traduisant par une augmentation de la productivité de 320 % (25)

Mais ce n'est pas assez que de noter « que cette rentabilité remarquable de l'enseignement ne peut être obtenue que dans le cadre d'une transformation générale des conditions économiques et sociales » Dans les pays du tiers monde, où les moins de 20 ans atteignent et souvent même dépassent les 50 % de la population, le coût de resorption de l'analphabétisme est une charge écrasante pour une population active limitée, à productivité médiocre et à revenu insuffisant (26).

Tout cela contribue à expliquer que les sociétés du tiers monde ne sont pas encore, comme les sociétés développées, des totalités organiques intégrées. C'est pourquoi on parle souvent de « désarticulation ou de dualisme ». « Géographie du sous-développement » précise ces notions

(25) S. Stroumiline : « Aspect économique de l'enseignement », *Revue internationale des sciences sociales*. N° 4 1962.

(26) C'est l'honneur et le mérite de l'Algérie d'avoir soulevé le problème à l'initiative des inspecteurs d'académie, réunis sous la présidence de leur ministre de l'éducation nationale. Ils ont souligné que si la France doit scolariser dans les classes primaires 7,04 % de sa population, la proportion correspondante en Algérie est de 26 %.

52 % du total des enfants est à l'heure actuelle scolarisé, ce qui est le résultat d'un remarquable effort. Cependant, vers l'an 2000, un algérien sur deux risque encore d'être illettré. Si l'on considère les trois facteurs de base que sont, le nombre des maitres, le volume de la coopération et le taux de natalité, on constate que c'est sur ce dernier facteur seulement qu'il est possible d'agir. Aussi, les inspecteurs d'académie ont-ils demandé au gouvernement la mise en œuvre d'une politique de limitation des naissances. (« Révolution africaine », n° 171, 6 mai 1966).

prises en avant par des économistes et des sociologues. En vérité, il ne s'agirait pas comme le pense F. Perroux, de désarticulation ; il y aurait au contraire une liaison étroite et fatale : le secteur développé enclavé, véritable abcès de fixation, s'enrichirait aux dépenses du secteur traditionnel qui ne serait plus lui-même, un ensemble cohérent et vivant.

D'importants et substantiels développements sur la distorsion entre la croissance démographique et la croissance économique, terminent la première partie de l'ouvrage.

La révolution démographique est surtout sensible depuis la fin de la seconde guerre mondiale ; elle est due à une importante baisse de la mortalité provoquée par une action médicale élémentaire, et au maintien de taux élevés de natalité.

A Ceylan, par exemple, « en dépensant moins d'un demi dollar par tête, on a pu faire baisser de 40 % la mortalité, mais il aurait fallu investir 250 dollars par travailleur agricole, pour réaliser une hausse substantielle de la production de l'agriculture, et 300 dollars par nouvel emploi créé dans l'industrie ». Comme quoi il est plus facile d'empêcher les gens de mourir, que de leur permettre de vivre. La baisse de la mortalité n'est donc pas toujours un indice d'amélioration de la situation économique et sociale.

En ce qui concerne la croissance économique, deuxième terme de cette disparité, l'auteur est pessimiste ; il n'hésite pas à envisager malgré les apparences statistiques, l'hypothèse d'une diminution prolongée des revenus réels par habitant dans nombre de cas. D'abord du fait des aléas de l'information statistique concernant les pays sous-développés et surtout parce que la hausse des revenus nationaux peut traduire surtout certains progrès de la commercialisation des activités du secteur moderne de l'économie ; mais ce progrès peut se faire aux dépens du recul net, mais non enregistré, des productions vivrières destinées à l'autoconsommation. « Certaines augmentations minimes des revenus nationaux, masquent en fait des catastrophes, ... Les revenus nationaux par tête sont au mieux restés stationnaires, et dans un grand nombre de cas ils ont diminué ». Y. Lacoste conclut dans le même sens que F. Perroux : « Il est impossible que le niveau de vie ne s'abaisse pas lors d'une phase de croissance économique ». Aussi dans l'état actuel des structures économiques et sociales des pays sous-développés, la croissance du revenu national par tête, s'accompagne d'une aggravation de l'inégalité. R. Gendarme mentionne aussi la possibilité d'un « processus cumulatif d'aggravation du sous-développement ».

Il ne faut pas manquer de relever enfin la très éclairante opinion de G. Myrdal, citée par l'auteur, c'est l'hypothèse clef :

« Les hommes au pouvoir sont généralement favorables à une politique de développement économique, à condition qu'elle n'amène pas de changement de la structure sociale au sein de laquelle ils

jouissent d'une situation privilégiée ». Y. Lacoste ajoute plus loin que les partis les plus réactionnaires ne sont pas les moins jaloux de l'indépendance nationale ni les moins ardents dans les proclamations anti-impérialistes, désireux qu'ils sont de trouver une audience populaire.

Ainsi, un langage révolutionnaire a souvent pour fonction de désamorcer une situation tendue, et risque alors de devenir un subtil instrument d'exploitation.

*
**

Dans la deuxième partie de son ouvrage, après avoir énuméré un certain nombre de caractères fondamentaux du sous-développement, l'auteur procède à un examen critique d'une particulière pertinence des définitions jusqu'ici proposées du sous développement.

A juste titre, il rejette les formulations du R.P. Lebreton, de A. Piatier, qui font du sous-développement une réalité aussi vieille que le monde. Il critique aussi la formule ambiguë de P. Moussa « **Les nations prolétaires** », ainsi que l'assimilation du sous développement à la pauvreté (Myrdal). Il insiste, au contraire, sur la différence qualitative et non quantitative entre développement et sous-développement, sur le caractère récent de ce dernier et sur la nature fondamentalement interne du déséquilibre qui le caractérise.

Contre A. Sauvy et P. Jallée (27) il remarque que l'essor du niveau de vie dans les pays capitalistes, procède très secondairement aujourd'hui des prélèvements qu'ils réalisent dans les pays sous-développés. L'influence des facteurs externes (colonisation, impérialisme) n'a pu s'exercer qu'en raison de situations intérieures plus ou moins précaires.

Face à P. Moussa, qui résume le problème tel qu'il est habituellement posé : sous développement égal infériorité aux autres pays à ce qui est possible, à ce qui est nécessaire, Y. Lacoste écarte très justement toute comparaison : c'est l'addition d'un seul facteur nouveau, l'essor démographique, aux nombreux éléments anciens qui a suffi pour modifier fondamentalement leur signification et faire apparaître une situation entièrement nouvelle : le sous-développement. Ce qui conduit à la définition suivante : « l'état de sous-développement peut être considéré comme une situation caractérisée par une distorsion durable (ou une tendance à la distorsion) entre une croissance démographique relativement forte, et une augmentation relativement faible des ressources dont dispose effectivement la population ».

(27) A. Sauvy : **Economie et population**, p. 252. P. Jallée **Le pillage du tiers monde**, Maspéro, 1965.

En 25 ans, écrit A. Sauvy, le monde a subi la plus grande transformation qu'il ait jamais connue. Et ce déséquilibre est cumulatif, l'augmentation de la population va encore s'intensifier dans l'avenir.

Il faut admirer ici l'opinion raisonnable et l'absence total de démagogie de l'auteur de « **Géographie du sous-développement** ». « L'inégalité entre les nations est certes déplorable, et il est souhaitable de vouloir l'atténuer ; mais c'est un fait très ancien qui en lui même ne conduit pas automatiquement à la catastrophe ; en revanche le déséquilibre interne entièrement nouveau et qui s'accroît chaque jour, conduit directement à la catastrophe les 3/4 de l'humanité..... Ceux qui envisagent le sous-développement comme la distance qui sépare les niveaux de vie du tiers monde, de ceux des pays développés, conduisent à une notion mythique de l'effort de développement ».

F. Fanon disait dans « Les damnés de la terre », que le tiers monde n'avait personne à rattrapper et qu'il devait marcher à son pas. Le rattrapage est en tous cas impossible, sauf à long terme, où, comme l'a fait remarquer J. Keynes, nous serons tous morts.

La définition d'Y. Lacoste, par contre désigne un objectif possible : « Si l'on veut bien considérer le sous-développement comme un déséquilibre interne entre la croissance démographique et la croissance économique, il est alors possible d'assigner d'abord à l'effort de développement un but réaliste : rétablir l'équilibre entre l'augmentation de la population et l'augmentation des ressources ». Ce qui exige la réalisation d'importants investissements démographiques : Pour investir les 10 à 12 % du revenu national nécessaires pour maintenir le niveau de vie d'une population s'accroissant de 2,5 à 3 % par an il faudrait un revenu national largement supérieur à celui actuellement disponible.

Par contre si l'on ramenait à 1,5 environ le croît annuel de la population, les investissements démographiques nécessaires devraient être de l'ordre de 6 %, qui est précisément le taux investi dans la plupart des pays sous développés, dont la croissance démographique dépasse pourtant le plus souvent 2,5. Les taux de natalité actuellement de 40 à 45/1000 devraient donc s'abaisser à 25/1000. Pour se produire spontanément, une pareille baisse de la natalité exigerait évidemment une amélioration des conditions d'existence et une sensible augmentation des revenus par tête. Mais s'en remettre ainsi à un très lent et très problématique processus d'ajustement spontané, c'est s'enfermer dans un cercle vicieux. Par contre si l'on veut bien se donner les moyens de la politique qu'on prétend poursuivre, il faut indiquer comme condition préalable-ce que ne fait pas l'auteur-le courage politique des gouvernements pour imposer une politique de limitation des naissances en utilisant massivement les moyens techniques actuellement disponibles.

Quand l'auteur remarque, que si l'on réunissait, dès à présent, à provoquer une baisse considérable de la natalité, la population des pays sous-développés continuerait de s'accroître encore pendant trois

ou quatre décennies, il indique en fait, qu'il est urgent d'agir. L'intervention démographique est longue à porter ses fruits, il est donc nécessaire de l'entreprendre au plus tôt.

L'accent est mis, au contraire, sur le blocage occasionné par les minorités au pouvoir, et l'auteur en appelle à la révolution seule susceptible d'amener un changement dans la répartition des revenus et du pouvoir.

Il est cependant bien entendu que la démographie est davantage un effet qu'une cause, le retard et la faiblesse économique sont évidemment antérieurs. La cause première n'est pas davantage le colonialisme, il n'est ni « condition nécessaire ni condition suffisante » du sous-développement.

L'avance scientifique et technique de la Chine, de l'Inde, du monde arabe, a pu être considérable, cependant c'est à l'Europe occidentale que la révolution industrielle a donné un avantage décisif et irréversible. Le progrès des sociétés non européennes commença de s'enrayer vers la fin du moyen âge, puis se bloqua définitivement vers les 16 et 17ème siècles, et c'est avec des sociétés sclérosées que les Européens entrèrent en contact.

Ainsi la diffusion de l'économie moderne dans le monde a provoqué une évolution conduisant vers le sous-développement les pays sans véritable bourgeoisie, dominés par des aristocraties archaïques.

Il suffit alors de quelques améliorations sanitaires abaissant le taux de mortalité, en particulier celui de la mortalité infantile, et le sous-développement apparaît. L'auteur peut alors logiquement conclure, que l'exemple de l'URSS semble indiquer que seules des transformations structurelles radicales, effectuées avant que l'essor démographique puisse devenir plus rapide que la croissance des ressources, pouvaient interrompre l'évolution vers le sous-développement. Mais si l'exemple de l'URSS est convaincant, n'est ce pas pour une autre raison plus décisive, peut-être ? l'URSS, par sa masse et l'abondance de ses richesses, répond aux normes de l'économie de dimension et constitue un marché suffisant.

Mais suffit-il de faire la révolution socialiste ? Des possibilités analogues de développement ne s'offrent sans doute pas à des pays petits et moyens, qui ne constituent pas comme l'URSS, la Chine ou l'Inde, de véritables continents, ou n'en sont pas limitrophes et satellites. Quant à la Russie, socialiste ou pas, un destin de grande puissance l'attendait au XXème siècle, comme l'avait prévu Tocqueville. R. Aron indique aussi, que si l'on prolonge par extrapolation les indices économiques de la Russie de 1913, on obtient à peu près les résultats économiques de l'URSS d'aujourd'hui.

C'est évidemment un tout autre enseignement que Lacoste tire de l'exemple soviétique et il conclut que « la seule façon de lutter contre le néo-colonialisme est de se débarrasser des minorités privilégiées, sans lesquelles il ne peut pas grand chose. Attribuer toutes les

difficultés des pays sous développés aux étrangers, aux colonialistes c'est camoufler le rôle essentiel qu'ont joué depuis les indépendances les privilégiés autochtones ».

Certes, le colonialisme et l'impérialisme ont déjà servi quelquefois d'alibi, mais les minorités privilégiées méritent-elles vraiment cet excès d'honneur ou cette indignité ? En tous cas, elles risquent de servir, si l'on suit l'auteur, à contribuer au camouflage inverse de celui qu'il dénonce. C'est trop d'attention apportée aux élites et minorités dirigeantes, qu'on voudrait parfaites c'est à dire pures et dures, ce qui est encore et toujours faire de la morale, risque de dissimuler la réalité massive du rapport des forces dans le monde et des effets de domination des très grandes puissances. Penser que « les exorbitants pouvoirs des privilégiés » sont le frein majeur, l'obstacle dirimant, mais qu'ils peuvent être liquidés par un processus politique rapide : « La révolution », mot sur lequel se termine le plus important développement de l'ouvrage (30), c'est peut-être, un peu paresseusement, recourir à un vocable ambigu et magique « désignant des changements surtout politiques, qu'on a tendance à considérer comme totalement novateurs » (31).

Mais c'est à l'économique qu'il faut revenir en première et en dernière instance. R. Dumont, dont la sévérité à l'égard des minorités dirigeantes du tiers monde est pourtant bien connue, nous y ramène : l'économiste P. Bairoch, précise-t-il, a montré que le déclenchement de la révolution industrielle anglaise, avait eu pour cause essentielle, le rapide progrès de la productivité agricole ; et il ajoute que la productivité actuelle des pays d'Afrique et d'Asie atteint la moitié seulement de celle de l'Angleterre de 1875, et que, tandis que cette productivité britannique était en pleine essor, celle du tiers monde stagne ou s'affaïsse. Donc à la différence des pays développés dont la croissance démographique fut plus ou moins parallèle à l'essor industriel, les pays sous-développés, doivent rattraper un retard considérable ; dans un monde déjà fini et face à une concurrence écrasante.

L'aide extérieure est généralement insuffisante et inefficace. C'est sur eux mêmes que doivent compter les pays du tiers monde. La nécessité de l'accumulation des capitaux s'impose d'abord, mais elle est contradictoire avec l'impératif qui la conditionne pourtant, d'un relèvement immédiat et préalable du niveau de vie. C'est encore un cercle vicieux que A. Sauvy résume très bien (32) : « La contradiction entre les

(30) *Géographie du sous-développement*, pages 229/241.

(31) Intervention de Claude Simon dans un récent colloque à Vienne, réunissant des écrivains de l'ouest et de l'est, sur le thème « littérature, tradition et révolution », in « *La quinzaine littéraire* » n° 27, mai 1967.

(32) R. Dumont, article cité.

deux mouvements : progrès de la production des pays développés, et progrès de la population des pays sous-développés, se poursuit de façon d'autant plus dramatique, que la tension internationale équivaut à une immense destruction de matière première ». La conclusion logique et cruelle est empruntée à G. Myrdal : « La réussite dans 25 ans, ou la catastrophe ».

(33) A. Sauvy, *Théorie générale de la population*, P.U.F., Paris. Tome 2, p. 215.